

Van: cecile <cecile@cadtm.org>

Aan: belgique-cadtm@cadtm.org

Datum: 06/27/2009 06:09 PM

Onderwerp: [CADTM-Belgique] Suite de la critique de Guy Quaden sur les pensions (par Eric Toussaint)

Suite de la critique de Guy Quaden sur les pensions (par Eric Toussaint)

La Libre Belgique a publié ce week-end dans son supplément La Libre Entreprise des 27-28 juin 2009 sur 2 pages la critique qu'Eric Toussaint fait du rapport de Guy Quaden, gouverneur de la banque nationale, sur les pensions. Eric Toussaint porte un jugement plus globalement sur la politique du gouvernement, de la Banque nationale et de la CBFA, le gendarme du secteur financier belge. Il propose des alternatives. Nous reproduisons ci-dessous le texte publié par La Libre Belgique. Vous le trouverez aussi sur lesite de la Libre Belgique http://www.lalibre.be/index.php?view=article&art_id=512233

Pour rappel Le Soir a publié le mercredi 24 juin une autre prise de position d'Eric Toussaint dans la rubrique Courrier.

Nous en profitons pour vous rappeler que le week-end prochain (3-5 juillet 2009) se tiendra près de Namur la première université d'été du CADTM Europe.

Il reste des places disponibles pour assister à toutes les activités mais il n'y a plus de logement sur place possible. Vous pouvez donc venir pendant la journée. Le programme complet est en ligne : <http://www.cadtm.org/spip.php?article3997> A la date d'aujourd'hui, nous avons plus de 190 inscrits. Il y aussi la possibilité de camper ou d'être hébergé dans les environs.

Bonne lecture,

CADTM

345, Avenue de l'Observatoire

4000 LIEGE

Belgique

www.cadtm.org

Quaden doit battre en retraite

Eric Toussaint

Mis en ligne le 27/06/2009

Il faut d'urgence une autre politique au gouvernement et à la Banque nationale de Belgique.

Guy Quaden, gouverneur de la Banque nationale, vient de rendre public son rapport sur le vieillissement. Ce rapport est dans la droite ligne de la politique qui a mené au désastre financier de 2008 et dont la poursuite conduit la majorité de la population droit dans le mur. Il explique qu'il faudra dégager 10 milliards d'euros supplémentaires entre 2008 et 2014 pour financer le système des retraites.

Pour trouver l'argent, il propose d'amener les personnes âgées entre 55 et 65 ans à recommencer à travailler afin qu'elles se remettent à cotiser et qu'elles ne soient plus à la charge du système. Guy Quaden et ses collègues écartent la possibilité d'augmenter le financement du système par l'Etat, car "*la dette a recommencé à augmenter pour financer le sauvetage des banques*". Le gouvernement a su trouver plus de 20 milliards pour sauver les banques, mais a-t-il la volonté de trouver les milliards qui permettraient de sauver les retraites ?

Il n'y a pas si longtemps, la caisse des pensions dégageait régulièrement d'importants surplus dans lesquels le gouvernement puisait pour rembourser la dette au lieu de consolider le système pour préparer l'avenir. Pourtant, les effets du vieillissement de la population étaient tout à fait prévisibles. Les gouvernements belges successifs ont poussé à la constitution de fonds d'épargne retraite privés. Pour convaincre les citoyens, le gouvernement a employé deux tactiques : d'une part, leur faire peur en disant que le système public de retraite ne suffirait pas éternellement pour garantir des revenus suffisants; d'autre part, les inciter à mettre leur épargne volontaire dans les mains des banquiers et des assureurs privés en offrant une réduction d'impôt.

Dans le même temps, le gouvernement vendait au grand capital privé les dernières banques publiques comme la CGER (absorbée par Fortis) et le Crédit communal (devenu Dexia). Le gouvernement et les

autorités de contrôle ont laissé les banquiers et les assureurs privés spéculer avec l'épargne des citoyens au lieu de l'investir dans des projets socialement et économiquement utiles.

Guy Quaden, son collègue Jean-Paul Servais de la CBFA et le gouvernement sont responsables d'avoir laissé les banques et assurances belges prendre des risques totalement démesurés et, circonstance aggravante, avec l'épargne des citoyens belges. Les actifs placés par Fortis, Dexia et autres KBC aux Etats-Unis et en Europe orientale, les deux épicentres de la crise actuelle, sont beaucoup plus élevés que ceux des banques françaises, allemandes, hollandaises ou espagnoles (voir Damien Millet et Eric Toussaint, "Les Chiffres de la dette", 2009, p.12).

C'est pourquoi la crise frappe beaucoup plus la Belgique et les autres pays européens qui ont énormément déréglementé comme l'Irlande et la Grande-Bretagne. En Belgique, les contribuables, qui versent 830 € sur leur compte épargne-pension, peuvent déduire cette somme de leur revenu imposable et obtenir environ 270 € en réduction d'impôt. Or, si l'Etat n'avait pas octroyé cette réduction d'impôt, il aurait pu verser cette somme dans le système public de financement des pensions légales et garantir sa pérennité.

En bout de course, les épargnants vont faire triplement les frais de la politique de l'Etat néolibéral et des sociétés de bancassurance : la valeur de leur épargne placée dans l'épargne pension a chuté entre 2007 et 2009; l'utilisation spéculative et improductive de leur épargne conduit, aujourd'hui, à des pertes massives d'emplois, alors que les actionnaires ont fait de juteux profits (quand cela marchait, cela procurait un rendement qui pouvait atteindre 15 % versés sous forme de dividendes); les épargnants sont aussi des contribuables qui doivent financer l'augmentation brutale de la dette publique due à la manière dont Fortis, Dexia, Ethias, KBC ont été sauvés. Pour garantir l'avenir de la sécurité sociale et du système des pensions, il faut mettre en œuvre des solutions radicalement différentes à celles qui sont à l'œuvre actuellement.

Primo, il s'agit de réaliser une réduction radicale du temps de travail avec embauches compensatoires et maintien intégral du revenu afin d'accroître le nombre d'actifs cotisant et de garantir l'équilibre entre recettes et dépenses pour le système des retraites et la sécurité sociale. Il s'agit de créer un grand nombre d'emplois décents pour ceux qui n'en ont pas, tout en améliorant les conditions de travail de ceux qui en ont déjà.

Secundo, les pouvoirs publics doivent créer des postes de travail dans les secteurs de la rénovation de logements, l'aménagement urbain, le développement des transports collectifs, la culture, la santé et l'éducation publiques. Pour cela, il faut augmenter les recettes de l'Etat par une politique fiscale faisant contribuer davantage ceux qui en ont les moyens.

Guy Quaden annonce qu'il faudra faire des sacrifices pour réunir 10 milliards d'euros sur la période 2008-2014, mais avec le gouvernement belge, il s'est précipité pour dépenser plus du double de cette somme en une dizaine de jours, début octobre 2008, pour sauver Fortis et Dexia. Guy Quaden et le gouvernement ont laissé les patrons de celles-ci partir avec des parachutes dorés. Ils ne demandent à aucun des responsables du désastre de rendre des comptes à la justice.

Dans les derniers mois, ils ont engagé quelques milliards supplémentaires, notamment pour sauver KBC. Or, il était nécessaire de nationaliser ces sociétés en faillite en récupérant le coup de l'opération sur le patrimoine des grands actionnaires et des administrateurs responsables du désastre. L'Etat aurait ainsi à sa disposition un puissant instrument pour investir dans l'économie réelle tout en garantissant l'épargne des citoyens. Guy Quaden, qui reconnaît que les avoirs financiers des Belges ont baissé de 150 milliards d'euros en 2008, ne risque pas d'avoir des fins de mois difficiles : son salaire dépasse 400000 € par an, soit davantage que celui de Barack Obama ou de Jean-Claude Trichet, 15 fois celui d'un employé ou d'un ouvrier qualifié, au moins 20 fois le revenu d'un ouvrier non qualifié. Il faut d'urgence une autre politique au gouvernement et à la Banque nationale de Belgique.

[Nota bene : si vous voulez lire le rapport du comité vieillissement :](#)

Sur <http://www.docufin.be> vous retrouvez le Rapport annuel (**juin 2009**), CONSEIL SUPERIEUR DES FINANCES,
"Comité d'Etude sur le Vieillissement".

BULLETIN du CADTM Belgique
Email: info@cadtm.org
Inscription et désinscription:
<https://listes.domainepublic.net/listinfo/belgique-cadtm>